

Tribune libre

Iran. Tract commun PCOI,CCI-T, UPC (08.01)

(Groupe CCI-T - <http://www.cci-t.org>)

Le 27 décembre, les masses iraniennes ont à nouveau déferlé dans les principales villes du pays, s'affrontant aux forces de l'ordre et aux milices du régime aux cris de « A mort la dictature ». La police a tiré sur la foule, faisant des morts et des blessés parmi les manifestants et en arrêtant des centaines. Mais les vidéos prises par les manifestants montrent clairement les sbires du régime encerclés par la foule, leurs motos en feu. La peur a changé de camp. Des témoignages rapportent même qu'à certains endroits, la police a refusé de tirer sur les manifestants. Depuis, les manifestations se déroulent chaque jour malgré les menaces, les arrestations et le déploiement des forces de répression.

Que veulent les masses iraniennes ?

Elles veulent toutes les libertés, individuelles, syndicales, politiques, la liberté pour les femmes, la liberté pour les minorités sexuelles, la fin des lapidations, des châtiments corporels, des pendaisons publiques. Elles veulent la liberté de penser, de croire ou de ne pas croire, que cesse la mainmise de la religion sur tous les aspects de la vie publique et privée. Elles veulent le droit de grève et de manifestation, le droit de former leurs syndicats. Elles veulent les mêmes droits politiques et économiques pour tous les peuples qui composent l'Iran. Elles veulent le paiement des arriérés de salaires, l'arrêt des licenciements, les conventions collectives. Elles veulent en finir avec la misère chronique dans laquelle le régime plonge le pays alors qu'il accapare la rente pétrolière et privatise les entreprises. Elles veulent le jugement des assassins du régime, responsables de plusieurs dizaines de milliers de morts, militants ouvriers et étudiants, syndicalistes et manifestants, qui ont payé de leurs vies leur combat contre la dictature islamiste depuis près de 30 ans. Aucune de ces revendications n'est supportable pour la dictature. Voilà pourquoi les masses iraniennes combattent ouvertement pour le renversement du régime. La révolution est en marche en Iran.

Contre les partisans du replâtrage d'un régime assassin

La plupart des médias nous présentent complaisamment Moussavi et quelques autres « réformateurs » comme les dirigeants intègres qui organisent la contestation pour le retour de la démocratie. Mais les Moussavi et consorts sont eux-mêmes d'anciens dignitaires, ministres et responsables du régime assassin, devenus opposants bien malgré eux. Que dit Moussavi aujourd'hui : « Nous sommes des nationalistes, religieux et fidèles à la Constitution, on ne veut pas renverser le système, mais le réformer. Des solutions politiques sont encore possibles. » Représentants d'une faction du régime opposée à la fuite en avant du gouvernement iranien sur la question nucléaire afin de préserver leurs propres intérêts économiques contre l'aggravation des sanctions, ils défendent aujourd'hui l'impossible réforme de la République islamique. Impossible car la chape de plomb de la dictature islamiste est l'unique forme de domination que la bourgeoisie iranienne ait pu opposer pour contenir et réprimer le mouvement révolutionnaire des masses commencé en 1978, sans jamais parvenir, malgré l'effroyable répression, à l'anéantir, comme en témoignent les luttes incessantes depuis 30 ans en Iran. Impossible car la moindre remise en question, même partielle, de ce régime, libère à nouveau le torrent de la révolution. Les masses iraniennes ont utilisé les divisions entre les différentes factions du régime pour se frayer leur propre chemin. Mais la profondeur et la détermination de leur mouvement dépassent et bousculent tous les calculs des partisans d'un replâtrage du régime.

Les bourgeoisies impérialistes main dans la main avec la dictature

C'est précisément ce qui inquiète tant les bourgeoisies impérialistes. De Washington à Paris, on condamne aujourd'hui la violence contre les manifestants, on appelle le gouvernement iranien à faire preuve « de plus de retenue ». Tant que la dictature pouvait arrêter, torturer et exécuter des militants ouvriers sans bruit, cela n'avait aucune importance pour les bourgeoisies impérialistes. La seule chose qui comptait, c'était d'amener le régime de Téhéran à s'engager plus directement aux côtés de l'impérialisme dans cette région du monde. Les sanctions économiques prises au prétexte de l'éventuel armement nucléaire de l'Iran n'avaient que cet

objectif. Maintenant que la révolution pointe à nouveau en Iran, avec ses conséquences possibles, non seulement en Iran même, non seulement dans tout le Moyen-Orient, mais dans le monde entier, les bourgeoisies impérialistes se hâtent pour trouver une solution politique de rechange pour tenter de lui faire barrage. D'où leur empressement à présenter les assassins d'hier, réformateurs aujourd'hui, sous leur meilleur jour. Pour les bourgeoisies impérialistes, l'entente entre les « réformateurs » et les « durs » du régime iranien dans le cadre de la République islamique est la dernière carte à jouer contre le mouvement des masses. Tous les partisans de la réaction en Iran le comprennent parfaitement. Tandis que Moussavi vient de déclarer : « Il n'existe pas un Iran coupé en deux, un Iran de Dieu et un Iran de Satan, mais un seul pays qui doit retrouver son unité », le secrétaire des Motalefeh, le parti qui regroupe les confréries religieuses et politiques les plus influentes chez les fondamentalistes et qui est très écouté parmi les puissants négociants du bazar, suggère que le pays "se retrouve autour du Guide suprême Khamenei pour élaborer des solutions" au lieu de se déchirer. Dans le même temps, le régime iranien accuse les manifestants d'être « liés à des mouvements marxistes et à un groupe armé », reconnaissant ainsi involontairement que les masses iraniennes ne sont pas à la remorque des « réformateurs » comme on tente de nous le faire croire.

Il y a trente ans, c'était par avion spécial affrété par l'impérialisme français que Khomeiny rentrait en Iran pour combattre la révolution et installer la dictature islamique, utilisant une violente rhétorique de façade contre l'impérialisme américain pour mieux parvenir à ses fins, avec le soutien alors de la quasi-totalité des dirigeants du mouvement ouvrier. Aujourd'hui, tous espèrent que moyennant quelques aménagements, la dictature parvienne à se maintenir.

Aux côtés du Parti Communiste Ouvrier d'Iran pour le renversement de la dictature

Le peuple iranien, dans son combat pour renverser la dictature, montre un courage extraordinaire. Il a, bien sûr, besoin de la solidarité internationaliste de la classe ouvrière et de la jeunesse de tous les pays, pour la libération de tous les prisonniers politiques, l'arrêt des répressions, pour le droit de manifestation. Mais cela ne suffit pas. Le peuple iranien a besoin d'une organisation révolutionnaire.

Le Parti Communiste Ouvrier d'Iran combat aujourd'hui en Iran pour le renversement de la dictature, contre toute tentative des « réformateurs » visant à maintenir la « République islamique », pour la destruction complète de l'appareil d'Etat de la dictature, de tous ses organes répressifs, pour la constitution des conseils ouvriers, des conseils de tous les secteurs de la population opprimée, leur centralisation au plan national, pour toutes les libertés démocratiques et les revendications ouvrières, pour que la religion soit une affaire privée etc. Le CCI(T) soutient intégralement ces mots d'ordre avancés par le PCOI.

Pour un gouvernement des conseils de la classe ouvrière et des couches de la population opprimée

En 1979, les masses iraniennes, après des mois de combats héroïques, chassaient le Shah. Mais au bout du compte, c'est la bourgeoisie iranienne, sous le couvert de l'islamisme, qui parvenait à confisquer le pouvoir aux masses. Pour le CCI(T), l'objectif du renversement de la dictature doit se combiner dès maintenant avec la perspective d'un gouvernement issu des conseils de la classe ouvrière et de toutes les couches de la population opprimée. Quel autre gouvernement peut en effet détruire l'appareil de la dictature, juger les assassins, garantir toutes les libertés démocratiques, récupérer l'argent volé par les capitalistes en turban, satisfaire les revendications des masses, organiser la société en fonction des besoins ? Cette question est au centre des développements de la révolution iranienne.

**Réunion publique avec Mina Ahadi, membre du bureau politique du PCOI, le 22 janvier 2010 à 20h30
Maison des Passages – 44, Rue Saint George Lyon 5ème Métro Vieux Lyon**